

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.
 } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples

du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

SOMMAIRE

Un nouveau coup.....	***
La tchéka intellectuelle.....	G. G.
En Azerbaïdjan.....	I AVOUZ
Au Turkestan.....	JANAÏ
La question agraire chez les Montagnards (<i>suite</i>)	B. BILATTY
La Constitution de la République Ukrainienne et son application.....	G. L.
L'Union des Associations pour la S. D. N. et la Géorgie.....	B. G.
Les pétroliers azerbaïdjaniens et les 5 o/o de déduction	A. KAPLAN
En Géorgie : <i>Chauvinisme grand-russien. — Vers l'Europe. — Le château de la reine Thamar. — Une langue de chien. — Le vin de Kakhetie. — La Géorgie aux Géorgiens</i>	

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Ukraine — Géorgie.

DIRECTION & ADMINISTRATION :
4, Villa Malakof, 4

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

UN NOUVEAU COUP

(*Suspension des journaux azerbaïdjanais à Stamboul*)

Un nouveau coup vient de frapper le front des peuples asservis qui luttent contre l'impérialisme rouge. Par ordre du gouvernement turc, les journaux antibolcheviks paraissant à Stamboul ont été suspendus; les voici:

1° *L'Odlu-Yourt*, journal mensuel, organe de l'idéologie nationale azerbaïdjanienne paraissant sous la rédaction générale de M. E. Rassoul Zadé (homme politique azerbaïdjanien connu et publiciste, chef du parti radical-démocrate « Moussavat » et du mouvement national d'Azerbaïdjan) avec le concours le plus actif des hommes politiques, des écrivains et des publicistes les plus en vue de l'Azerbaïdjan. *L'Odlu-Yourt* allait bientôt avoir trois ans d'existence régulière, ce qui, dans la vie de la presse des émigrés, est chose assez rare.

2° *Le Bilderich*, journal hebdomadaire également édité par les Azerbaïdjanais, avait déjà un an d'existence. Il paraissait sous la rédaction d'un journaliste de talent, M. E. Mehmet Zadé. Cet organe avait su, au cours de son existence d'un an, conquérir les sympathies de ses lecteurs de Turquie. Bien rédigé et paraissant régulièrement, le *Bilderich* était non seulement lu dans les milieux sympathisants, mais il servait aussi d'information pour les journaux turcs qui ne manquaient point de le citer. Ledit journal avait pour collaborateurs les représentants des peuples opprimés de l'« Union soviétique ».

3° *L'Azeri Turk*, périodique, également azerbaïdjanien et antibolchevik, lequel avait pour ainsi dire cessé de paraître ces derniers temps.

4° *Le Yeni Turkestan*, organe des émigrés du Turkestan.

Comme on peut le constater, les mesures prises à Stamboul ont été principalement dirigées contre la presse azerbaïdjanienne. Ce coup porté d'une manière générale à tous les groupes de peuples qui luttent contre l'impérialisme rouge a été avant tout porté, à proprement parler, au mouvement national azerbaïdjanien. L'activité du mouvement national-libérateur de la presse azerbaïdjanienne en Turquie, aujourd'hui suspendue, compte plus de trois ans d'existence puisque *L'Odlu Yourt* a succédé au journal *Yeni Kavkasiya* qui paraissait auparavant sous la même rédaction et avec un même programme, pendant près de cinq ans. C'est d'abord *L'Azeri Turk* et puis *L'Odlu-Yourt* qui succédèrent au *Yeni Kavkasiya* après que ce dernier fut suspendu comme suite à la pression diplomatique des Soviêts.

Que la lutte contre l'émigration caucasienne, en particulier la liquidation de la presse azerbaïdjanienne à Stamboul, entraînent dans les obligations de la diplomatie soviétique en tant que but immédiat, cela ne fait point l'ombre d'un doute.

Ce n'est pas seulement dans les articles de polémique parus dans les journaux communistes de Bakou et de Tiflis que se manifeste la haine et que l'on trouve des menaces à l'adresse des « Moussavatistes de Stamboul », mais aussi en organisant par voie de choc, des meetings, dans les villes de Transcaucasie, à Bakou notamment. Et ces meetings, organisés par le gouvernement, avec le concours de gens du parti des plus en vue en même temps que responsables, émettaient des résolutions dans lesquelles on exigeait de la façon la plus catégorique que M. Tchitcherine « obtienne » du gouvernement turc la « liquidation de la presse contre-révolutionnaire moussavatiste en Turquie ».

Si le diplomate soviétique, aujourd'hui en disgrâce, M. Tchitcherine, n'arrivait pas toujours à plaire aux meetings des camarades et s'il lui souriait quelquefois de voir la presse moussavatiste se taire un certain temps (suspension du journal *Yeni Kavkasiya* en 1926), il n'en est pas de même avec son successeur. M. Litvinov, en effet, a eu la bonne fortune d'avoir plus de chance. En sa qualité d'hôte tant désiré, il lui sera épargné d'entendre la voix désagréable de peuples apparentés à la Turquie qui se plaignent du régime insupportable de l'occupation soviétique tout en démasquant la fausseté de la diplomatie moscovite.

Le principal mérite de la presse azerbaïdjanienne à Stamboul consistait précisément à démasquer on ne peut mieux le sens véritable de la politique soviétique en Orient. En dehors de la presse périodique dont il a été succinctement parlé et qui était lue, non seulement en Turquie, mais dans tout le proche Orient, le centre d'édition azerbaïdjanien a publié une vingtaine de livres et de brochures. Quelques-unes de ces œuvres, telles qu'un recueil d'articles sur la question nationale et le bolchevisme, ont été traduites du turc en persan et en d'autres langues orientales.

La diplomatie moscovite peut désormais se réjouir. Au dixième anniversaire de son activité dans le domaine de la propagande idéaliste qu'elle applique avec système, un coup sensible vient d'être porté à la presse nationale azerbaïdjanienne en Turquie. Ce coup ne saurait rester sans soulever un sentiment de douleur dans l'esprit de toute une génération qui lutte en ce moment en Azerbaïdjan. L'on peut aisément se représenter l'impression pénible que va produire cet acte sur l'esprit du peuple d'Azerbaïdjan qui lutte avec la dernière énergie, les armes à la main, pour le triomphe de ses droits nationaux et humains. De longtemps encore, très certainement, il ne pourra croire à semblable événement. Il n'arrivera pas à comprendre ni à croire que dans la république nationale sœur de Turquie, des journaux nationaux républicains d'Azerbaïdjan aient pu être suspendus.

Et cependant, le fait est là: fait véritablement pénible, réalité d'après-guerre, qu'on pourrait appeler « acte d'égoïsme sacré ». Fait regrettable ! regrettable pour l'époque et pour l'histoire. Est-il possible que les champions azerbaïdjanais de la lutte pour l'indépendance et la liberté ne pourront conserver dans leur esprit, de la Turquie républicaine, le même souvenir que les nationalistes Magyars ou Polonais ont conservé de la Turquie impériale ?... Nous voulons espérer que ce n'est là qu'un épisode historique sans lendemain..., qu'un facteur essentiel de l'histoire et que les intérêts effectifs du peuple turc dicteront à ses dirigeants une autre

tactique, d'autres faits susceptibles de faire oublier cette peine qu'aujourd'hui nous éprouvons. En dépit de ce chagrin et de la dureté du coup porté à la presse azerbaïdjanienne, la joie malicieuse de l'ennemi ne sera pas de longue durée. La voix d'un peuple qui lutte ne peut cesser de se faire entendre. Dans un avenir prochain, l'activité de la presse nationale azerbaïdjanienne renaîtra et tout fait supposer que la lutte pour le droit sa ré du peuple, pour son idéal élevé d'indépendance nationale reprendra avec de nouvelles forces.

Les peuples entrés résolument dans la voie de la lutte libératrice nationale sont appelés à parer plus d'une fois les coups qui leur sont portés, les azerbaïdjanis en particulier. Nous sommes convaincus qu'ils résisteront à ce nouveau coup avec honneur en attendant le jour où, avec les autres peuples asservis du Caucase et de l'Union soviétique, ils porteront à leur tour un coup décisif à l'impérialisme russe.

LA TCHÉKA INTELLECTUELLE

La Géorgie possède une école de hautes études qu'on appelait jadis « l'Université Géorgienne » et qu'on désigne aujourd'hui, ou pour mieux dire, depuis l'invasion soviétique, sous le nom « d'Université communiste du Caucase ».

Il n'y a pas longtemps, sous la coupole de cette institution, s'est déroulée une scène des plus intéressantes et qui projette une lueur lugubre sur les conditions dans lesquelles évolue la vie intellectuelle de Géorgie.

Devant un tribunal, improvisé sur l'initiative de la « Chaire de sociologie de l'Université » et présidé par le camarade Bolotnikov, se présentèrent quatre professeurs géorgiens : MM. Sourgouladzé, Vatcheïchvili, Naneïchvili et Djaparidzé.

Le camarade Guéguénava dans le rôle de Procureur général, ouvre la « discussion » ou, pour mieux dire, formule ainsi l'accusation : « Mon rapport n'est pas un acte d'accusation contre nos professeurs. C'est une simple analyse critique de leurs ouvrages. Je voudrais soumettre à un examen l'état actuel de l'idée de droit en Géorgie soviétique afin de savoir ce que nous pourrions exiger d'elle dans un avenir immédiat et comment il serait possible de la diriger effectivement vers le grand courant d'idées léninomarxistes ? »

Il n'est pas sans intérêt en effet de connaître « l'état actuel de l'idée de droit en Géorgie », c'est-à-dire dans un pays envahi, spolié et soumis à une domination étrangère. Quel peut être « l'état actuel de l'idée de droit », disons-nous, dans un pays dont la souveraineté a été anéantie par une ruée de barbares et dont tout le régime ne repose que sur le crime épouvantable qui tient en émoi la conscience universelle ? En l'occurrence, le camarade Guéguénava a bien posé la question ; il met le doigt sur la plaie, et l'on aurait pu attendre de lui un développement saisissant de la thèse, mais il s'est bien gardé de le faire. Il a compris évidemment que ce n'était pas tout à fait commode de parler « de l'idée de droit en Géorgie ». On ne parle pas de la corde dans la maison du pendu. L'accusateur public fut donc obligé de tourner la difficulté qui se dressait devant lui et il le fit avec

une désinvolture pleinement bolcheviste. Ce n'était pas d'ailleurs difficile : il a suffi seulement de substituer à l'idée du droit l'idée « de la méthode lénino-marxiste » à laquelle, d'après l'accusateur, les professeurs géorgiens restent forcément réfractaires. « Ils osent, a-t-il déclaré, construire leur théorie sur la philosophie pourrie de la bourgeoisie ». C'est ainsi que « les ouvrages du professeur Vatcheïchvili » : *La théorie générale du droit* et *La théorie du droit de Kelsin* sont particulièrement réactionnaires, que le livre du professeur Sourgouladzé : *Le Pouvoir et le Droit*, écrit en 1923-1924 et édité en allemand, ne serait qu'une « manifestation de la philosophie de droit idéaliste et réactionnaire, une théorie d'état bourgeois, un résumé de l'idéologie de la bourgeoisie contemporaine dans sa période de putréfaction ».

Le voilà, l'état actuel de l'idée de droit en Géorgie soviétisée. Le commissaire Guégénava l'a bien établi.

Ce qui mettait particulièrement en rage l'accusateur, c'est le silence absolu qu'observent dans leurs ouvrages les professeurs géorgiens sur la « théorie du droit soviétique et la législation soviétique ». Comment ? s'écrie l'accusateur, Lénine lui-même... » et il cite un cas caractéristique d'après lequel Lénine, à propos d'un livre, aurait écrit à son éditeur la lettre suivante : « Ouvrage détestable et scandaleux, tout imprégné d'idées bourgeoises... à peu près 400 pages et rien, — absolument rien, — sur le régime soviétique, sur nos lois et les mesures prises en vue de l'instauration du régime socialiste. Prière de faire une enquête et de me signaler les noms de ceux qui sont responsables de la rédaction et de l'édition de ce livre ». Voilà la règle énoncée par Lénine lui-même : il faut frapper non seulement pour ce qui est écrit mais aussi pour ce qui n'est pas écrit ; il faut frapper pour avoir observé le silence. Vivre au paradis soviétique et ne pas voir les merveilles de réalisation dans le domaine national et social, n'est-ce pas une preuve convaincante de la culpabilité ?... Chaque écrivain est tenu de faire des dithirambes au régime soviétique, quel que soit le livre qu'il écrit. S'il s'y refuse, tant pis pour lui : il n'échappera pas au coup prévu dans la lettre précitée de Lénine.

Le professeur Djaparidzé sortit de cette situation inextricable, relativement indemne. Son livre, *Manuel du droit administratif*, commente longuement le système soviétique mais, pour son malheur, il avait omis une chose : « il avait oublié d'établir la différence *qualitative* entre les lois soviétiques et les lois du régime capitaliste ». J'insiste, déclara le président Bolotnikov, sur le fait que si vous admettez le principe de la dictature du prolétariat, *co facto* vous devez donner place dans le système du droit administratif à une étude approfondie des lois relatives à la réglementation du « choc », à l'émulation socialiste, à l'avancement des camarades au sein du parti, etc. » Pauvre Djaparidzé ! Il a oublié tout cela. Il eut même le courage d'émettre dans son livre une idée surprenante : « Il est établi, dit-il, par le marxisme scientifique que la forme capitaliste de l'économie sera remplacée par celle de l'économie socialiste, mais ni Marx, ni Engels n'ont jamais dit que l'humanité sera figée pour toujours dans le socialisme et qu'elle ne cherchera plus dans son évolution de meilleures voies autres que le socialisme ». Cette phrase suffit pour mettre le comble à l'exaspération de l'honorable collègue de juges.

Qu'étaient ces juges ? Le président Bolotnikov d'abord, qui ne se faisait pas scrupule de critiquer les livres qu'il n'avait pas lus. « Il y a longtemps, déclara-t-il, que je vis à Tiflis, et, à ma honte, je dois avouer que

je n'ai pas encore appris la langue géorgienne. C'est pourquoi je n'ai pas pu lire les ouvrages écrits en géorgien. Mais j'en ai pris connaissance grâce à mon ami Guéguénava qui a bien voulu m'en exposer le contenu » Un autre membre du tribunal, le camarade Lissovski, déclara qu'il ne savait ni la langue géorgienne, ni la langue allemande, mais qu'il se permettrait de critiquer ces livres « en se basant sur les données du débat ».

Passons aux accusés. Leur attitude fut des plus dignes. Ils tinrent tête à l'accusation et se défendirent avec courage. Ils firent observer tout d'abord que les accusateurs, y compris le rapporteur Guéguénava lui-même, n'avaient pas lu les ouvrages incriminés et que s'ils les avaient lus ils ne les avaient pas bien compris; que les accusateurs étaient encore trop jeunes pour critiquer les œuvres de vieux professeurs de droit; que les pages de leurs livres ne sont pas même coupées jusqu'au bout, etc... Le professeur Vatcheïchvili poussa son audace plus loin encore. On lui reprochait d'avoir consacré ses cours de 1926-1930 « à l'analyse critique de la théorie bourgeoise du droit et qu'il n'avait pas eu le temps de faire un exposé de la théorie du droit marxiste ». A ce reproche, le professeur Vatcheïchvili répondit : « Pour ce qui est de la théorie marxiste du droit, j'avoue que je ne saurais l'exposer pour la simple raison qu'une telle théorie n'est pas encore établie ».

Naturellement cette audace fit sursauter les juges.

« Nous estimons inadmissible, dit l'arrêt du sacré collège soviétique, que ces Messieurs restent à leurs fonctions de professeurs et nous exigeons d'une façon catégorique qu'ils soient remplacés par des professeurs marxistes et léninistes. Le retour de ce groupe de travailleurs intellectuels aux chaires universitaires n'est possible qu'à une condition obligatoire, à savoir : ils doivent prouver par des actes — dans la presse, dans des ouvrages scientifiques, dans des réunions publiques — qu'ils ont pleinement, catégoriquement et sans réserve, renoncé à leurs conceptions réactionnaires, qu'ils ont renié la totalité de leurs convictions et adopté la doctrine lénino-marxiste sans restriction et sans détour ».

Quoi qu'on en dise, il y a tout de même quelque progrès dans le paradis soviétique. Auparavant, un « contre-révolutionnaire » recevait douze balles dans le dos, et c'était tout. Maintenant on donne quelque temps à réfléchir, à prouver par des actes l'abandon de la « totalité de ses convictions », etc... C'est un progrès. On réfléchit, on voit une situation sans issue et... on s'incline. Le professeur Sourgouladzé s'inclina le premier. Il adressa à l'Université une lettre dans laquelle il dit : « Le livre *Gewalt und Recht* que j'avais écrit en 1923-1924 n'exprime pas ma conception actuelle sur l'Etat et le droit. Je le considère comme anti-soviétique. Je ne partage absolument pas les idées qui y sont développées. »

Le professeur Vatcheïchvili suit de près son collègue. Dans sa lettre il renie « pleinement, catégoriquement et sans réserve » tout ce qu'il avait écrit, et il conclut en ces termes : « L'on m'a reproché de ne rien avoir écrit, jusqu'à présent, sur la théorie marxiste du droit. Jusqu'à présent je n'étais pas à même de le faire. Mais je prends l'obligation d'accomplir ce travail dans le courant de cette année. »

Quant aux professeurs Djaparidzé et Naneïchvili, ils gardent encore le silence, mais il est évident que cela ne peut durer longtemps. La botte russe saura les écraser comme elle a écrasé toute la vie nationale et sociale d'un peuple libre et indépendant.

Pour l'âme sadique des conquérants moscovites c'est un plaisir comme un autre.

G. G.

En Azerbaïdjan

Comme nous l'avons écrit dans un précédent article, les Soviets ont rencontré des difficultés considérables dans la mise en pratique de la politique des Kolkhoz. Par endroits, les paysans opposent une résistance passive; dans d'autres, une résistance active. Nous avons là sous les yeux le *Bakinski Kommounist*, qui écrit que, dans le district de Kouba, les Kolkhoz sont passés sous l'influence des Koulaks. Ledit journal souligne que tout un groupe de communistes, dans la province, s'est trouvé sous la très forte influence des paysans aisés et qu'ils regardent avec indulgence comment lesdits paysans dissimulent le blé dans leur propre organisation des Kolkhoz. Le *Bakinski Kommounist* va même jusqu'à accuser un grand nombre de bolcheviks de sympathies aux Koulaks et de se trouver sous leur influence. A la station de tracteurs, dans le rayon de Muchkur, on a ouvertement protesté contre l'administration centrale du fait de la non-exécution de la résolution du Comité de rayon du parti.

De jour en jour, dans le rayon de Kouba, l'influence des paysans aisés s'accroît. Les présidents des Kolkhoz de Kouba jouent le rôle de mannequins et le Koulak gouverne. Le communiste connu Djaffarov, chargé de la responsabilité du stockage des céréales, d'accord avec deux employés et avec le chef de l'administration de stockage, ont dissimulé et vendu douze dépôts de blé à la population, et lorsque cette affaire a été découverte, ils se sont enfuis dans la montagne et se sont réunis aux insurgés.

Des cas semblables ne sont pas exclusifs, mais ils se produisent un peu partout. Dans le Kolkhoz du village de Darzarat on a découvert dix-sept Koulaks. Ainsi qu'on peut lire dans le journal *Bakenski Rabotchi* dans ce même rayon, les paysans cachent leur blé, le vendent sur le marché libre et quant aux Kolkhoz, ils les sabotent et trouvent même une approbation chez les communistes connus. Semblable situation jette la confusion dans le plan du gouvernement soviétique. Comme nous l'avons déjà dit, dans le district de Kouba, les paysans n'offrent qu'une résistance passive, mais il est d'autres districts où cette résistance devient active et se manifeste sous forme de soulèvements de payssans.

D'après les informaions que nous venons de recevoir il appert que, dans beaucoup de localités de Transcaucasie, des révoltes de paysans ont éclaté. En Géorgie orientale, en Svanétie, les paysans géorgiens ont pris les armes et luttent contre le gouvernement soviétique du fait qu'ils ne sont plus en état de supporter plus longtemps le dur régime soviétique. En Azerbaïdjan, tout le bassin de la Koura se trouve en fait au pouvoir des insurgés: les grandes villes seules sont dans les mains du gouvernement soviétique. Sur tous les points du territoire, les représentants du pouvoir communiste ne se rendent dans les villages que sous la protection de tchékistes et de soldats rouges armés. *Il arrive souvent que tout lien*

entre le centre administratif est rompu pendant huit jours; ce lien se rétablit ensuite grâce à l'arrivée de détachements de l'armée rouge que le gouvernement envoie. Il arrive également assez fréquemment que des détachements d'insurgés attaquent les agents du Guépéou et ils les tuent non sans s'être emparés de leurs armes; ils emmènent dans la montagne des communistes responsables qu'ils gardent comme otages. Dans le rayon de Koura opère le fort détachement d'Aslan-Uzbech. Son détachement est fort bien armé et opère avec beaucoup de succès. Dans le district de Kariadine le détachement de Mekhwali-bey a fait son apparition. *Tous ces détachements sont en contact avec les groupes d'insurgés arméniens et géorgiens.* Tout récemment, Aslan-bey a reçu des munitions de guerre des groupes des insurgés arméniens. Dans le district de Kazakh les détachements sont mélangés; la plus grande partie est constituée par des Géorgiens. Le point le plus sensible du chemin de fer de Transcaucasie, la ligne de Chamkhor, est en danger et le pouvoir soviétique, craignant une attaque, le garde jalousement. *Près des ponts des chemins de fer on voit les tentes des soldats rouges chargés de la garde de ces ponts.*

Les détachements d'insurgés jouissent d'une grande sympathie de la part des paysans, attendu que leur mot d'ordre est : « Lutte contre les Kolkhoz, rétablissement de la propriété privée, liberté de commerce. » Dans le même temps, la situation est inquiétante au sein même du Comité exécutif de Bakou. La découverte récente du mouvement séparatiste parmi les communistes, les arrestations et les déportations de nombreux bolcheviks responsables qui en ont résulté, et d'autre part la menace d'un soulèvement général des paysans ont créé une situation troublée dans l'esprit des dirigeants. *De Moscou est arrivé un ordre de Staline enjoignant de liquider la révolte des paysans par des moyens pacifiques, de faire le maximum de concessions, d'accepter le changement des autorités locales et leur remplacement par des travailleurs jouissant de la sympathie de la population.* Par ce moyen le dictateur veut créer un état d'esprit parmi les paysans qui leur donne à croire que le régime va au devant de leurs besoins. Mais les paysans et les détachements d'insurgés savent par expérience que ces concessions sont provisoires et qu'elles sont le résultat des difficultés intérieures et extérieures des Soviets. Non seulement les bolcheviks n'ont pu arriver à s'entendre avec les paysans azerbaïdjanais, mais, comme le démontrent les informations récemment reçues, des escarmouches entre paysans et détachements d'insurgés d'une part, le Guépéou et la milice d'autre part se produisent.

De par sa nature le pouvoir soviétique traverse en ce moment une période de tension qui se révèle par une lutte à l'intérieur du parti. Les adversaires de Staline tirent parti de la situation à la fois complexe et embrouillée en Transcaucasie pour déclencher une crise à l'intérieur du parti. Actuellement les journaux soviétiques comme *Zaria Vostoka* ne cachent point les explosions de troubles et la lutte intérieure qui se livre dans les parti. Nombre de bolcheviks responsables se déclarent ouvertement, pendant les réunions, contre le système des Kolkhoz et témoignent de la sympathie envers les paysans; ils vont jusqu'à critiquer le plan quinquennal dans le domaine de l'industrie du naphthe. Un semblable état d'esprit dans les hautes sphères n'est pas sans avoir son influence sur la classe ouvrière. Récemment, comme le déclare *Bakinski Rabotchi*, dans le rayon pétrolifère de Bina-Kadi, une grève ouvrière éclata; les ouvriers



exigèrent du pouvoir une large concession en faveur des paysans. Ils insistèrent sur une plus large interprétation des ordres de Moscou, sur l'arrêt de la collectivisation et de la construction capitale. Actuellement cette question est l'objet de débats.

La lutte entre partisans et adversaires de cette mesure prend de plus en plus d'extension. Parfois ces diversités d'avis se transforment en lutte ouverte. Maints rayons se sont trouvés entre les mains des opposants. Il arrive que, lorsque les partisans des représailles contre les paysans paraissent, on les bat ou on les tue. Dans le rayon de Balakham, l'instigateur des représailles Aliev a été trouvé assassiné. Une telle « révolte » prend de larges proportions. Certains organes communistes influents de Transcaucasie, comme la *Zaria Vostoka* notamment, ne cachent point leur sympathie pour les « révoltes » et leur consacrent parfois des articles qui ne sont pas dépourvus de sympathie. Cet état de choses inquiète certainement Staline et l'oblige parfois d'intervenir personnellement. C'est ainsi qu'il a, donné l'ordre d'éloigner tous les opposants. C'est par son ordre aussi qu'ont été révoqués tous les fonctionnaires indociles en Azerbaïdjan, notamment Zaïnalov, qui remplissait les fonctions d'administrateur de la section pour l'agitation près le Comité Central d'Azerbaïdjan. Le président du Conseil des Unions professionnelles, Aslanov, l'ex-commissaire à la guerre d'Azerbaïdjan, Karaev, qui occupait tout dernièrement le poste de « vice-roi » au nom de Staline dans le vilayet de Gandja, le secrétaire du « Komsomol » central d'Azerbaïdjan, Radjabov, les membres des Comités centraux, Akhoundov, Kassoumov et autres, sont relevés de leurs fonctions. Certains d'entre eux sont arrêtés, d'autres encore sont déportés dans divers coins de la Russie. Une pareille épuration est pratiquée de temps à autre par Staline. Certains communistes azerbaïdjanais responsables sont accusés par Staline de nationalisme, d'être en contact avec les partis nationalistes; d'autres sont incriminés de glisser dans la déviation de droite; d'autres encore de déviation de gauche. En un mot, en épurant l'Azerbaïdjan des communistes de nationalité turke, et en les remplaçant par des communistes russes plus fidèles, venus du Centre, Staline fait passer plus sûrement sa politique coloniale.

YAVOUZ.

AU TURKESTAN

Que pourrait-on bien écrire en ce jour de quatorzième anniversaire de dictature bolcheviste, sinon des « rapports entre nationalités » sous le régime soviétique ? Nous y serions du reste amenés par les différentes « thèses » élaborées pour les orateurs-agitateurs à l'occasion de ce jour anniversaire. Les points de ces « thèses » sont connus d'avance : le monde bourgeois à l'agonie, l'Union soviétique est en plein développement. Le monde bourgeois compte plus de vingt millions de chômeurs; l'Union soviétique ne connaît point le chômage, etc...

Parmi ces phrases et nombre d'autres semblables où au monde bourgeois à l'agonie l'on oppose l'Union soviétique en plein développement, se trouve soulignée « la fraternité des peuples sous le drapeau soviétique »,

par opposition « aux soulèvements des peuples opprimés contre les impérialistes européens dans les colonies ».

« L'Union soviétique ignore la lutte entre nationalités ». « L'Union soviétique est le véritable Etat de fraternité des peuples ». Les voilà bien les thèses du quatorzième anniversaire de la dictature au Turkestan.

Examinons la question de plus près, voyons les faits eux-mêmes que nous fournit la presse soviétique officielle et un tableau tout différent apparaîtra devant nous.

Les journaux du Turkestan des mois d'août, septembre et octobre nous donnent d'abondants matériaux pour que nous puissions juger de la situation effective de cette « fraternité des peuples sous le drapeau soviétique » au Turkestan.

Dans le plan des travaux du gouvernement soviétique, l'année 1931 acquiert une importance toute particulière. Tout d'abord, cette année doit donner le maximum de coton au Turkestan et par cela même, libérer l'Union soviétique de tout coton étranger, du coton américain principalement. De ce fait, les ensemencements de coton doivent être considérablement élargis; ils doivent dépasser, si l'on tient compte des intérêts de la population locale, les possibilités agricoles du Turkestan. En outre, au cours de cette année 1931, devait être terminé ce qu'on appelle « la nationalisation » des rouages administratifs, c'est-à-dire que toute la correspondance officielle dans les administrations de l'Etat devait être faite en langue locale. Cela ne voulait pas dire que l'administration du pays allait être mise dans les mains des allogènes ainsi que le laissait prévoir le plan primitif de Lénine, mais il s'agissait simplement de rapprocher les rouages administratifs des intérêts de la population locale et de permettre aux représentants du Turkestan de prendre part à l'administration du pays sous une forme plus effective que celle qui se pratique jusqu'à ce jour.

Autour de ces deux particularités de l'année 1931, se joue un drame touchant aux rapports entre nationalités. Il semblerait que cela devrait être l'inverse, que la politique du coton du pouvoir soviétique en tant que base de sa politique au Turkestan, et que la « nationalisation des rouages administratifs de l'Etat » en tant qu'expression la plus manifeste de « l'autodétermination nationale » des peuples, devraient servir de témoignage éclatant de la « fraternité des peuples sous le drapeau soviétique ». Il en est tout autrement.

Voici donc les journaux officiels du Turkestan, le *Kzyl Uzbekstan* et la *Pravda Vostoka*, journaux qui ne peuvent être taxés d'anti-soviétisme. Rien qui ne soit inventé par eux, bien au contraire, leur rôle consiste à atténuer plutôt les déficiences et à grossir, par contre, les succès du pouvoir soviétique. Or, si l'on parcourt attentivement ces journaux au cours de ces trois derniers mois, l'on verra se dresser devant soi un tableau inouï des luttes qui se livrent entre Russes et Turkestaniens. Le marteau et la faucille soviétiques au Turkestan ne sont pas l'emblème du triomphe du travail, mais de véritables instruments de lutte entre nationalités.

Le *Kzyl Uzbekstan*, en tant qu'organe du parti communiste ouzbek, ne cesse d'énumérer les cas individuels reflétant le « chauvinisme de grande puissance » des Russes par rapport aux allogènes du Turkestan. La *Pravda Vostoka*, en sa qualité d'organe du Bureau de l'Asie centrale, s'élève sensiblement au-dessus et traite de questions plus générales. Ledit organe cherche les causes d'aggravation de cette lutte quelque part en dehors de la politique générale des nationalités du gouvernement soviétique; il lie

rouages administratifs, les « chauvins de grande puissance » y voient une menace pour la situation dominante à laquelle ils sont habitués au Turkestan. Les « chauvins de grande puissance » voudraient bien que l'impuissance économique absolue de la population du Turkestan fût accompagnée de son élimination complète de l'administration du pays, serait-ce sous l'égide des bolcheviks de Moscou et sous forme de fonctionnaires de la dictature du prolétariat russe au Turkestan.

Tels sont, en résumé, les différents aspects de la lutte entre belligérants: d'un côté les Turkestaniens luttent pour les conditions humaines de la vie, de l'autre les « chauvins de grande puissance » s'efforçant, sur la base d'un asservissement économique du Turkestan, de construire tout un édifice et une oppression politique, comme si les difficultés qui accablent ce pays n'étaient point pour le moins suffisantes.

En s'opposant à la politique cotonnière, les Turkestaniens essaient de semer du blé et autres céréales. Le gouvernement soviétique les oblige à remplacer le blé déjà semé par du coton. Un turkmène d'Achkhabad écrit au journal *Yach Turkestan* (septembre 1931) que dans le rayon de Tchardjoui, les femmes turkmènes et leurs enfants se couchèrent devant les tracteurs afin d'empêcher le labourage des champs de blé déjà en tige. Les conducteurs soviétiques des tracteurs n'interrompirent point leur travail; *ils écrasèrent quatre femmes et un enfant de deux ans...* Et pour s'être opposés à la politique du coton, les Turkestaniens sont déportés, leur avoir est confisqué, le pain leur est refusé quand ils ne sont pas fusillés. C'est par ce moyen que les bolcheviks réalisent leur politique du coton.

Il en va tout autrement de la lutte contre le « chauvinisme de grande puissance ». Le chef du Bureau de l'Asie centrale, M. Bauman, déclare (*Pravda Vostoka*, 12 juillet), que, « journalièrement les ouvriers russes se livrent à des voies de fait sur la personne des conducteurs indigènes de tracteurs », sans parler des différentes brimades. Au Tadjikistan, les ouvriers russes ont frappé jusqu'à le laisser pour mort un ouvrier turkestanien du fait qu'il s'était trouvé devant un ouvrier russe qui faisait la queue dans une file. La *Pravda Vostoka* et le *Kzyl Uzbekstan* abondent de communications relatant les brimades, offenses et voies de faits dont sont victimes les ouvriers allogènes du Turkestan de la part des ouvriers russes.

Comment réagit le parti communiste en présence de ces faits, par rapport aux « chauvins de grande puissance » ? Les délinquants chauvins sont déférés à des tribunaux de camarades qui les justifient ou qui, tout au plus, se contentent de leur infliger un blâme ou un transfert dans un autre lieu.

Actuellement, le Bureau de l'Asie centrale a recours, en guise de punition suprême, à une lettre de Lénine de la fin de 1919 qui est lue aux « chauvins de grande puissance » et dans laquelle il est recommandé aux camarades russes de faire preuve de rapports amicaux avec les allogènes du Turkestan.

Il n'est pas de Turkestanien qui ne connaisse cette lettre. Il fut un temps où les bolcheviks du Turkestan refusèrent de se soumettre à cette lettre de Lénine, déclarant qu'en tant que communistes-internationalistes, ils ne reconnaissent aucune question nationale au Turkestan. Lénine se tut et les bolcheviks impérialistes poursuivirent leur œuvre.

De nos jours, le Bureau de l'Asie centrale retire des archives le « chiffon de papier » poussiéreux et l'agite devant ces mêmes « chauvins de grande puissance », sachant parfaitement le prix qu'il faut attacher à la « politique nationale léniniste ».



Le résultat est connu : la nationalisation des rouages administratifs de l'Etat est toujours au même point, sauf peut-être dans le seul commissariat de l'Instruction publique où la correspondance se fait par voie de traduction en langue locale.

Dans l'article de tête précédemment cité, la *Pravda Vostoka* cherche et trouve facilement les coupables de cette aggravation de lutte entre « chauvins russes de grande puissance » et nationalistes turkestanais, partisans de la « création d'un Etat bourgeois indépendant ».

Dans toutes ces histoires : violences contre les ouvriers turkestanais exercées par les ouvriers russes, brimades et offenses de toute sorte, vraisemblablement aussi le refus des bolcheviks russes du Turkestan de se soumettre à la lettre de Lénine sans parler aussi de la lutte des allogènes du Turkestan contre la politique du coton, les seuls coupables seraient « Mustapha Tchokaïev et Cie » et la propagande nationaliste.

Et voici que les étudiants turkestanais de l'Université communiste de Tachkent déclarent qu'ils sont pour la *politique nationale de Lénine*, c'est-à-dire pour le droit qu'à chaque peuple de se séparer de la Russie et de former un Etat national indépendant, et qu'ils sont *contre la politique du coton*. Ces étudiants ont compris par la pratique, bien qu'élevés dans un pur esprit communiste, la différence qui existe entre les droits promis et les agissements de messieurs les léninistes. Ainsi les seuls coupables seraient les révolutionnaires nationaux du Turkestan, dont la voix arrive à peine jusque dans le pays.

Admettons qu'il en soit ainsi, admettons que Mustapha Tchokaïev et Cie ont de l'influence sur les Turkestanais. Que faut-il en déduire ? Il faut en déduire que tout ce que racontent les bolcheviks sur le pouvoir soviétique au Turkestan en tant que pouvoir du peuple, que pouvoir des travailleurs, est faux. Il faut encore en déduire que tous ces bruits de « fraternité des peuples sous le drapeau soviétique » sont un pur mensonge.

Non, aucune fraternité de peuples n'existe en Union soviétique; semblable Union ne saurait y exister. Il est bon de le rappeler en ces jours anniversaires du pouvoir soviétique.

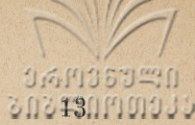
JANAÏ.

La Question agraire chez les Montagnards

(Suite)

Et maintenant, examinons l'état de la question agraire dans les régions autonomes de la Tchetchnie et de l'Ingouchétié. Le besoin de terres est ici considérable; la révolution et le bolchevisme n'ont pour ainsi dire apporté aucun changement. Ce besoin apparaît nettement dans les travaux de ce qu'on appelle la Commission Abramovski, laquelle fut chargée par le gouvernement russe de s'occuper de la question agraire dans la zone montagneuse des anciennes provinces du Térék et du Kouban en 1906.

D'après ces travaux, la quantité de terre cultivable revenant à chaque Montagnard (exception faite des femmes et des enfants) est la suivante :



Dans 23 communautés.....	de 0,1 à 0,4 déciatines
Dans 16 —	0,5 —
Dans 39 —	de 0,5 à 0,9 —
Dans 43 —	de 1,0 à 1,9 —
Dans 7 —	de 2,0 à 4,0 —
Dans 2 —	plus de 4 —

Les chiffres pour les terres en prairies sont les suivants :

Dans 23 communautés.....	de 0,1 à 0,4 déciatines
Dans 9 —	0,5 —
Dans 18 —	de 0,6 à 0,9 —
Dans 39 —	de 1,0 à 1,9 —
Dans 25 —	de 2,0 à 4,0 —
Dans 16 —	plus de 4 —

D'après les chiffres fournis par cette même Commission, en Ingouchétie et en Tchetchnie, il revient ce qui suit par tête d'habitant, exception faite des femmes et des enfants :

REGIONS	Terre cultivable	Prairies	Forêts	Pacages	En tout terre cultivable
Ingouchétie montagnaise.....	0,3	1,2	—	4,3	5,8
Tchetchnie montagnaise.....	1,2	1,7	—	2,3	5,2

Comme on peut le voir, les bois ne figurent point, attendu que dans la zone montagnaise toutes les forêts sont dans les mains du gouvernement russe qui vend aux Montagnards le bois dont ils ont besoin.

Considérant que la norme de terre cultivable nécessaire à une exploitation agricole est de 50 déciatines, en raison des tendances à l'élevage qu'ont les exploitations montagnardes, la Commission a calculé que pour l'Ingouchétie il manque 44,2 déciatines pour atteindre cette norme et qu'en Tchetchnie il en manque 44,8. Dans le même temps, l'excédent de la population dans l'Ingouchétie montagnaise se traduit par 89 % et dans la Tchetchnie montagnaise par 90 % de l'ensemble.

Lorsqu'on examine ces données il est indispensable de ne point omettre que, lors de leur établissement, la Commission s'est guidée exclusivement d'après les chiffres fournis par les communautés sur les personnes possédant effectivement de la terre, ignorant complètement ceux qui en étaient dépourvus. Or, ces derniers se chiffrent par milliers dans les districts. Il ne faut pas oublier non plus que les calculs n'ont été établis que pour les hommes, les femmes et les enfants n'ayant point été pris en considération. Si l'on rectifie ces chiffres et que l'on y ajoute les femmes et les enfants des Montagnards, nous aurons des chiffres bien inférieurs, des chiffres bien plus catastrophiques qui ne manqueraient pas de donner un tableau plus tragique de la vie des Montagnards, de leur pauvreté, de leur misère.

Les fameuses mesures agraires prises par les bolcheviks n'ont pas, ici encore, apporté de changements notables. D'après les statistiques de 1923, la quantité de terre cultivable revenant à chaque exploitation individuelle en Tchetchnie était de 1,38 déciatine, quantité qui est loin d'être suffisante et qui diffère bien peu des données fournies par la Commission Abramovski.

Actuellement, en Ingouchétie, la moyenne par exploitation de terre labourable et de prairies est de 1,58 déciatine, quantité de terre qui se répartit de la façon suivante :

Vergers et terres labourables.....	1,22 déciatine
Terres à fourrages.....	0,36 déciatine
	<hr/>
Soit	1,58 déciatine

Si dans les chiffres ci-dessus reproduits, l'on remarque une certaine amélioration (ce qui est peu probable attendu que les économies des Montagnards en majorité sont exploitées par plusieurs familles ayant un nombre de travailleurs hommes correspondant) cette amélioration doit être attribuée aux terres que les Tchetchènes et les Ingouches réussirent à reprendre aux Cosaques pendant la période révolutionnaire et par la force des armes.

La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne la question agraire dans la région autonome de l'Ossétie du Nord. Le manque de terres, ici encore, est le facteur fondamental qui détermine tous les aspects de la vie économique de la population en marquant de son empreinte tout ce qui l'entoure.

Afin d'illustrer plus nettement le degré de pénurie de terres de cette région, nous citerons les données concernant la part de terre effective qui revient aux Montagnards et la part minima de terre revenant à chaque individu, d'après les calculs théoriques faits en Ossétie du Nord par l'agronome attaché à la direction de l'agriculture de ladite région, M. Sviridov. Cette part, selon les données de M. Sviridov, est de 3,08 déciatines; elle est ainsi constituée :

Terre de labour.....	1,15 déciatines
Prairies	0,60 —
Pacages et pâturages.....	1,33 —
	<hr/>
En tout.....	3,08 déciatines

Il n'est pas sans intérêt, à présent, d'établir jusqu'à quel point ces chiffres répondent aux données effectives, que représentent les lots de terre de la région autonome de l'Ossétie du Nord. Il suffit de consulter les chiffres fournis par la direction centrale des statistiques de la République Fédérative soviétique socialiste de Russie pour voir la part qui revient à chacun des habitants de ladite région.

Champs avec maison et dépendances....	0,57 déciatines
Prairies	0,09 —
Pacages et pâturages.....	0,11 —
	<hr/>
En tout.....	0,77 déciatines

Ainsi, pour atteindre la norme dont parle l'agronome Sviridov, il manque à la population :

Terres labourables.....	0,58	déciatines
Prairies	0,51	—
Pacages et pâturages.....	0,22	—
En tout.....	2,31	déciatine

En d'autres termes, la population de la région autonome de l'Ossétie du Nord ne possède que les 25 % de la norme indiquée. Il lui manque donc pour atteindre les normes nécessaires à son existence 75 % de cette norme. Nous constaterons ces mêmes résultats si nous faisons un rapprochement avec les normes attribuées à la population d'autres parties de l'U.R.S.S.

Rayons	Champs avec maison et dépendances	Prairies	Pacages et pâturages	Total en déciat.
Rayon du Nord.....	0,65	0,75	0,73	2,11
Rayon du Nord-Ouest.....	0,75	0,76	0,10	1,64
Rayon de l'Ouest.....	0,92	0,45	0,05	1,42
Rayon industriel de Moscou.....	0,83	0,38	0,12	1,35
Rayon agricole du Centre.....	1,14	0,10	0,04	1,28
Rayon de l'Oural.....	2,00	0,71	0,40	3,11
Rayon de la Volga.....	2,74	0,23	0,63	3,60
Rayon de l'Ukraine.....	1,38	0,11	0,07	1,50
Rayon du Caucase du Nord.....	1,61	0,09	0,15	1,85
Rayon de l'Ossétie du Nord.....	0,57	0,09	0,11	0,77

Par ce tableau, l'on voit nettement que la région autonome de l'Ossétie du Nord est loin des normes dont jouissent les autres rayons de l'U.R.S.S. Or, ces rayons ne sont pas ceux qui sont le mieux pourvus de terres en Union soviétique et si nous examinons les normes qui reviennent à la population cosaque, tout près de nous, la différence sera encore beaucoup plus sensible. Pour s'en convaincre, il suffit de produire ici même les données qui se rapportent au rayon cosaque de Soujnène, le moins favorisé en terres. Dans ce rayon, la part revenant à chaque habitant est de 4,9 déciatines. Cette différence était encore plus sensible avant la révolution; en 1892 par exemple, sur une population de 188.700 âmes dans la province de Terek, on comptait 2.003.443 déciatines de terres pouvant être exploitées. Il convient d'ajouter qu'après la révolution, la quantité de terre a diminué dans une proportion insignifiante, au compte du fonds de réserve cosaque ou des terres reprises de force par les Montagnards aux villages cosaques.

Le manque de terres fait inévitablement sentir son effet sur tous les côtés de la vie des Montagnards et en Ossétie. L'on trouvera une illustration assez nette de cette influence dans les chiffres que fournit sur l'excédent d'ouvriers le dénombrement démographique de 1921. Ces chiffres sont loin d'embrasser l'effectif complet de la population, car à l'époque où furent établies les statistiques, c'était en 1921, le Caucase était encore en pleine insurrection, ce qui ne facilitait pas la tâche des préposés aux statistiques. Mais pour bien se rendre compte de leur importance, même dans les conditions où elles furent faites, il convient d'ajouter que les opérations avaient lieu au moment où les travaux agricoles chez les Montagnards battaient leur plein, au moment du sarclage du maïs, céréale la plus répandue et qui exige le plus grand nombre de journées ouvrières.

Voici donc ces chiffres :



	D'âge ouvrier	D'âge semi-ouvrier	En tout	Ouvriers nécess. au moment critique	Excédent d'ouvr. au moment critique
Hommes	30.217	8.545	38.763	25.000	13.763
Femmes	31.620	4.549	36.169	25.000	11.160
En tout.....	61.837	13.094	74.932	50.000	24.926

Ainsi, d'après ce tableau, nous constatons que presque la moitié des ouvriers nécessaires au moment critique et 34 % de la population d'âge ouvrier et semi-ouvrier sont privés de la possibilité de prendre part à un travail productif et que, par conséquent, ils constituent un excédent de bouches qui, en raison des conditions d'existence pèsent lourdement sur le reste de la population.

Quant à la question de l'alimentation, la région autonome de l'Ossétie du Nord occupe l'une des dernières places. Elle est inférieure aux régions ci-dessous :

Crimée	4.096 calories
Ukraine	4.290 —
Russie Blanche.....	4.233 —
Carélie	4.188 —
Kirghizistan	4.188 —
Par toute l'U.R.S.S.....	4.203 —
Et dans l'Ossétie du Nord.....	3.358 —

La situation des autres régions autonomes et rayons est un peu meilleure, mais seule la région Kabardino-Balkare peut être considérée comme étant plus ou moins satisfaisante. Dans cette région, la part moyenne revenant à une exploitation atteint 3,74 déciatines ainsi réparties :

Champs avec maison et dépendances...	1,39 déciatines
Prairies	0,49 —
Pacages et pâturages.....	1,86 —
En tout.....	3,74 déciatines

Néanmoins cette part de terre est bien inférieure à celles qui reviennent aux Russes et aux Cosaques.

Dans l'ancienne région Karatchaev-Tcherkesse, partagée depuis 1928 en deux régions distinctes : celle des Karatchaevs et celle des Tcherkesses, on comptait 1.094.448 déciatines de terre pour une population de 150.000 âmes. Ces terres se répartissent ainsi :

Terres labourables, jusqu'à.....	100.000 déciatines
Forêts	244.491 —
Prairies, pâturages, maisons et dépendances, terres non labour., près de	749.957 —

Les sources d'où ont été pris ces chiffres (I. P. Traïnine, « L'U.R.S.S. et le problème national », édit. Kranaïa Nov-Moscou, 1924) ne donnent pas le chiffre de la terre non labourable, laquelle est comprise avec les prairies,

pâturages, etc., ce qui rend difficile l'évaluation exacte de toute la terre cultivable revenant à une exploitation. Mais la quantité de terre « arable » extrêmement réduite et le caractère montagneux de la contrée témoignent du fait que l'insuffisance des terres est cause de nombreux malheurs dont sont victimes les Montagnards.

Afin de compléter notre aperçu par régions des Montagnards, parties intégrantes de l'Union soviétique, il nous reste à dire un mot de la région autonome des Adighés et du rayon national autonome des Chapsougues, partie intégrante de la République d'Abkhésie, laquelle à son tour est comprise dans la Fédération de Transcaucasie.

Dans la région des Adighés, la superficie des lots de terre revenant à la population se rapproche de celle de la région Kabardino-Balkare. Pour une population de 90.400 habitants, la quantité de terre cultivable revenant à la population était, d'après I. P. Traïnine, de 110.000 déciatines. Dans le rayon des Chapsougues, la part revenant à chaque individu variait entre 0,16 et 3,27 déciatines et entre 0,24 et 10,93 déciatines par foyer.

Nous ne possédons point de données exactes quant à l'Abkhésie, mais ici encore, la situation des Montagnards est loin d'être brillante. Mais le fait que le pouvoir soviétique dirige vers cette région la vague des colons de Russie, au lieu de donner à la population locale les excédents de terre, montre bien que ce pouvoir s'intéresse bien peu à satisfaire les besoins de cette population. Or, l'Abkhésie, en raison des merveilleuses conditions climatiques dont elle jouit, a toujours été un appât pour les bureaucrates et fonctionnaires russes auxquels le gouvernement distribuait les terres enlevées aux Montagnards. L'on peut du reste juger des proportions de cette colonisation si l'on apprend que de 6.338 exploitations agricoles que comptait l'Abkhésie en 1913, se chiffre est passé à 14.940 exploitations en 1924. De ce fait, la population abkhase qui comptait les 80 % de l'ensemble, a vu ce chiffre tomber à 50 %.

Après avoir ainsi brossé un tableau de la situation dans le domaine agraire des régions autonomes des Montagnards du Caucase et de la République du Daghestan, l'on peut constater que le manque de terres se fait sensiblement sentir sur la vie économique de la population agricole. Cette situation ne fait qu'empirer d'une année à l'autre. Cela s'explique du fait que la population ne cesse de s'accroître et qu'aucun excédent de terre emprunté sur les réserves, qui ne manquent pas au Caucase, ne lui est accordé. Ainsi, bien que la politique d'occupation fut, avant la révolution, des plus sévères par rapport aux allogènes, leur situation, en ce qui concerne la question des terres, était relativement meilleure. Il est vrai que les Montagnards ne possédaient point suffisamment de terre pour leurs besoins, mais ils pouvaient en louer chez leurs voisins plus favorisés, les Cosaques et chez des propriétaires fonciers. Dans le voisinage des Montagnards, l'on aurait vainement cherché des terres libres, des terres qui n'aient été utilisées et affermées par ces derniers. Il est vrai que tout cela coûtait des sommes fabuleuses. Si nous prenons en considération qu'à la fin du XIX^e siècle, le coût de l'affermage pour un ensemencement, atteignait 35 roubles et plus par déciatine et que les Montagnards affermaient des milliers de déciatines, l'on se rendra compte des millions de roubles perdus par les Montagnards, ce qui était très sensible pour leur maigre budget.

Si lourde que fût cette faible possibilité, elle disparut après la révolution. Avec le pouvoir soviétique, toutes les terres d'Etat et les propriétés foncières furent nationalisées et constituèrent un fonds d'Etat. Nombre de



terres communales furent mises à la disposition des Comités exécutifs et le droit d'affermage fut aboli. Il est vrai qu'une très petite quantité de terres détachées du fonds cosaque fut remise aux Montagnards et qu'une partie de ces terres furent arrachées de force aux Cosaques, en Ingouchétie et en Tchetchnie notamment, mais tout cela ne constituait qu'une goutte d'eau dans la mer, laquelle était loin de satisfaire les nécessités les plus immédiates. Rien d'étonnant si les Montagnards se trouvèrent de nouveau dans une situation difficile, menacés d'une existence quasi famélique, susceptible, au cas où elle se prolongerait, d'entraîner la disparition physique de tout un peuple.

Les coins les plus retirés des montagnes où furent refoulés les Montagnards sont à ce point surpeuplés qu'ils sont, en raison de la misère qui y règne, appelés à voir disparaître la population qui les habite. Les Montagnards s'en rendent bien compte depuis longtemps et c'est ce qui explique pourquoi de tout temps, ils se sont efforcés de descendre dans la plaine, dans cette plaine qui leur appartenait autrefois sans conteste. Des cas individuels de migration, en dépit des obstacles dressés par l'administration russe, furent de tout temps signalés, mais ils ne prirent une forme vraiment collective qu'à partir de 1897 et jusqu'en 1902, c'est-à-dire un peu avant la révolution de 1905 alors que la situation politique semblait être le plus favorable pour cet exode. L'on estime à 800 le nombre de familles qui, annuellement, allaient ainsi s'établir dans la plaine. Mais l'administration russe ne tarda pas à prendre ombrage de ce mouvement migrateur et elle s'y opposa résolument.

Ce n'est qu'en 1920 que le pouvoir soviétique, désireux de s'attirer les bonnes dispositions des masses allogènes, résolut, en présence de la situation critique dans laquelle il se trouvait, de ne plus s'opposer au mouvement migrateur. C'est alors que ce mouvement prit une forme exceptionnellement rapide. Il fut de courte durée. Il ne possédait point, du reste, ce caractère organisé qui constitue les particularités d'un mouvement semblable. Le pouvoir soviétique se sentant bientôt en force, et n'ayant plus besoin de rechercher les sympathies des Montagnards, défendit pour les mêmes raisons, qu'autrefois le pouvoir des tsars, toute migration à partir de 1925.

Hâtons-nous d'ajouter que les Montagnards qui allèrent dans la plaine n'améliorèrent point sensiblement leur situation. Sans nous attarder sur le fait que le mouvement de migration s'effectuait sans le moindre secours du gouvernement et que les intéressés s'établissaient et continuent à s'établir sans cheptel ni instruments agricoles, sans les vêtements indispensables et sans réserves de vivres, s'abritant dans des baraquements de fortune ou dans des excavations souterraines; il faut cependant signaler que les bolcheviks n'ont pas même pris soin de les munir de terres. Si bien que ce manque de terre qui a poussé les Montagnards à venir s'établir dans la plaine, s'est à nouveau fait sentir dans leur nouvelle résidence, compliquant d'autant leur situation déjà si difficile.

Les chiffres ci-dessous, qui éclairent la situation agraire des Montagnards descendus dans la plaine ossète sont le meilleur témoignage de ce que nous avançons. Le nombre d'Ossètes ayant quitté la montagne pour émigrer dans la plaine s'élève à 3.992 foyers avec une population globale de 24.100 âmes. Il leur fut alloué :

Terre cultivable en déciat.	Par individu	Prairies en déciat.	Par individu	Pâturages en déciat.	Par individu
16.055,97	0,66	2.368,80	0,1	5.114,80	0,21

Il convient d'ajouter que le pouvoir soviétique se refuse obstinément de céder aux Montagnards les terres restées libres dans le voisinage et qui leur ont appartenu en des temps assez récents. Ces terres, il est vrai, ne se trouvent point sur le territoire des régions et républiques autonomes. Telles sont les terres incluses de nos jours dans les districts actuels du Terek et de Maïkop. Ces terres servent à l'installation d'éléments étrangers, n'ayant rien de commun avec le Caucase, mais pouvant à l'avenir et à un moment décisif prendre en mains la défense des intérêts russes.

Résumant nos déductions, non seulement nous constatons l'étendue des besoins de la population montagnarde, mais encore que le nouveau pouvoir qui faisait, avec tant de fracas, état de ses innovations, marche en réalité dans la voie tracée par l'impérialisme tsariste. Point n'est besoin de dire que les Montagnards n'ont pas à attendre leur salut de ce régime. Notre salut est dans nos propres mains; nous devons obtenir l'indépendance : alors seulement, devenus les seuls maîtres dans notre propre maison, nous serons à même d'appliquer en toute justice les réformes à réaliser, en premier lieu de donner une solution équitable, si funeste pour nous en ce moment, à la question agraire.

B. BILATTI.

La constitution de la République soviétique Ukrainienne et son application pratique

(Suite. — Voir *Prométhée* N^{os} 54-56)

En dehors des cinq commissariats du peuple autonomes unifiés, qui sont, comme nous l'avons vu précédemment, plus étroitement liés au Gouvernement central de Moscou qu'à celui de Kharkiv, l'on compte, en Ukraine, six commissariats soi-disant indépendants, c'est-à-dire qui devraient fonctionner indépendamment du Gouvernement de Moscou, ces commissariats n'étant liés que par la législation et les décisions du Gouvernement de l'Ukraine soviétique. Ce sont : les commissariats du peuple de l'Intérieur, de l'Instruction publique, de la Santé publique, de la Justice, de l'Agriculture et de la Prévoyance sociale.

Le Commissariat de l'Intérieur pourrait vraiment être considéré comme indépendant, mais il y a un petit « détail » qui enlève toute valeur à cette indépendance : le commissaire du peuple à l'Intérieur est en même temps le chef du Guépéou (Tchéka) de l'Ukraine; or, d'après la constitution de la République Soviétique Ukrainienne (§ 15), à la tête du Guépéou de ce pays doit se trouver un représentant du Guépéou de l'Union Soviétique, lequel est nommé par le Gouvernement de Moscou. De cette façon, le commissaire du peuple de l'Intérieur de l'Ukraine soviétique en est réduit au rang d'un agent du Gouvernement central. Conséquemment, l'indépendance de ce Commissariat est réduite à néant. Les intérêts de l'Ukraine lui sont complètement étrangers : c'est ainsi, par exemple, que, sur son initiative, les districts de Taganrog et de Chakhtinsk, qui faisaient partie de l'Ukraine, ont été rétrocédés à la République Soviétique Russe sous le prétexte fictif



que la population russe formait la majorité (en réalité cette mesure a été dictée par les intérêts économiques de la Russie). De même, sur l'initiative du Commissariat de l'Intérieur, une République autonome soviétique Moldave a été créée sur un territoire nettement ukrainien. C'est encore ce Commissariat qui a créé des îlots autonomes artificiels dits « régions nationales » où, d'après lui, les minorités nationales forment une majorité. Tout en se préoccupant avec un zèle remarquable des intérêts des minorités en Ukraine, ce Ministère ukrainien, soi-disant indépendant, n'a rien fait pour protéger les intérêts de ses nationaux se trouvant dans les limites de la République Soviétique Fédérative Russe; ici au moins la minorité en question représente vraiment un chiffre appréciable — il s'agit de plus de cinq millions d'âmes. Le presse soviétique, il est vrai, a parlé pendant plusieurs années de la nécessité d'incorporer à l'Ukraine certaines de ces régions habitées par la minorité ukrainienne; mais, en pratique, rien n'a été tenté par les autorités, sinon pour réaliser cette incorporation, du moins pour créer des régions autonomes ukrainiennes en Russie.

En matière administrative, le Commissariat de l'Intérieur a toujours poursuivi, selon les instructions de Moscou, une politique de centralisation tendant à supprimer les rouages qui s'interposent entre le Commissariat de l'Intérieur et l'unité qui se trouve à la base administrative, c'est-à-dire le district.

Il y eut tout d'abord, en Ukraine soviétique, les rouages administratifs suivants : Commissariat de l'Intérieur, gouvernement (gubernia), arrondissement, district; en 1925 on supprime le gouvernement : il ne reste plus que trois rouages; en 1930 on supprime l'arrondissement et il ne reste plus que deux rouages : le Commissariat de l'intérieur et le district. Il semblerait que le but qu'on s'était proposé, la centralisation administrative de l'Ukraine, a été atteint. Il n'en est rien. L'on arrive bientôt à constater des résultats absolument inattendus. Un beau jour, par décret du gouvernement central de Moscou, les commissariats du peuple de l'Intérieure des diverses républiques soviétiques, à dater du 1^{er} janvier 1931, sont supprimés; c'est le Commissariat de Moscou qui les remplace. Voilà au moins ce qui est net. Toutes ces machinations ne poursuivaient dès le début qu'un seul et même but : la suppression complète en matière administrative de l'indépendance si limitée qu'elle fût, des Républiques Soviétiques. Le Commissariat de l'Intérieur de l'Ukraine a été de ce fait supprimé par simple décret du Gouvernement de l'Union, et cela malgré qu'aux termes de la constitution de la République Soviétique de l'Ukraine, une pareille décision ne peut être prise que par les institutions compétentes de l'Ukraine.

Une fois de plus, la constitution est violée; la centralisation de l'administration à Moscou s'opère dès lors, au grand jour, sans qu'il soit besoin de la dissimuler, de la masquer.

Il est évident que le représentant du Guépéou de Moscou reste toujours à la tête de la section de Kharkiv de cette institution, sans toutefois avoir le titre de commissaire de l'Intérieur.

Le deuxième Commissariat du peuple, dit indépendant, est celui de l'Instruction publique. Dès le début, ce Commissariat fut obligé par les circonstances de poursuivre plus ou moins activement la politique du Ministère de l'Instruction publique du Gouvernement national ukrainien en ce qui concerne le développement de l'enseignement en langue ukrainienne, le soutien des institutions ukrainiennes, culturelles, etc. Ce Commissariat a conservé l'indépendance prévue par la constitution de l'Ukraine

Soviétique, du moins formellement; en pratique, cette indépendance est fort limitée du seul fait que son budget, de même que celui des autres Commissariats, est ratifié à Moscou. Voici du reste ce que disait hier encore M. Pétrovsky, président de l'Ukraine soviétique: « Le misérable budget de l'Ukraine est sans cesse diminué, ce qui met l'Ukraine dans l'impossibilité d'atteindre les mêmes résultats que la Russie dans la lutte pour la diminution du nombre d'illettrés. » Voilà donc une tâche de première importance dans l'activité du Commissariat de l'Instruction publique qui ne peut être remplie par le Gouvernement soi-disant indépendant de l'Ukraine soviétique par suite de l'insuffisance des crédits accordés par les maîtres du Nord.

Le Commissariat du peuple de l'Instruction publique de l'Ukraine soviétique n'est pas lié seulement par le budget; il est aussi lié, comme tous les commissaires, par la discipline du parti. Or, le parti communiste, qui était obligé, au début, de tolérer toutes les concessions accordées aux Ukrainiens dans le domaine culturel, a fini par décider qu'il fallait changer la ligne de conduite; le développement qu'a pris la culture ukrainienne durant les années d'après la révolution a commencé par effrayer les Russes et tous les dirigeants communistes qui craignent une croissance trop rapide du mouvement national. Mais il n'est pas si aisé de combattre des institutions culturelles telles que l'Académie des Sciences; il faut pour cela trouver un prétexte valable; qu'importe, on le trouve: l'Académie des Sciences ukrainienne est entre les mains de chauvins, d'ennemis de la « science » prolétarienne. On commence par essayer de la subordonner à une institution plus docile, et l'on songea à l'Académie des Sciences de Léninegrad. Cette dernière se vit tout à coup transformée en Académie des Sciences de l'Union. De ce chef, l'Académie de Kiev devient une académie de deuxième degré. Y a-t-il donc tant d'académies en U.R.S.S. qu'on ait été obligé d'en créer une centrale? Que non! Il n'y a en tout et pour tout que l'Académie ukrainienne. L'on ne saurait compter l'Académie blanc-russienne qui n'est encore qu'à l'état embryonnaire. Ainsi l'Académie de Léninegrad reste toujours, pour ainsi dire, une Académie de première instance pour la Russie et elle devient en même temps une Académie de deuxième instance pour l'Ukraine.

Dès lors, l'on voit surgir toute une série de mesures de la part du Commissariat de l'Instruction publique ayant pour but de donner à l'Académie de Kiev un caractère plus conforme aux intentions des autorités. On introduit de nouveaux statuts, on nomme des « savants » communistes membres de l'Académie, on élimine de vrais savants. Enfin on organise un procès monstre nommé « procès de l'Union pour la libération de l'Ukraine »; on poursuit de nombreux académiciens dans le but de les compromettre aux yeux du peuple, tout fut mis en œuvre, et néanmoins les résultats furent contraires à ce qu'on en attendait.

L'on sera peut-être étonné d'apprendre que c'est sous l'égide du Commissariat de l'Instruction publique de l'Ukraine qu'est dirigée toute cette campagne contre ce centre de culture ukrainienne. Mais n'oublions pas que l'homme qui est à la tête de ce Commissariat, malgré son indépendance officielle de Moscou, n'est qu'un agent du communisme russe, qu'il est membre de ce parti, que les intérêts de l'Ukraine lui sont étrangers. Il faut également savoir que le parti communiste dans ce pays est composé en grande partie de gens appartenant à des minorités nationales (russes, israéliques et autres) et non pas de seuls ukrainiens.

En 1930, le commissariat ukrainien de l'Instruction publique proposa



d'accorder des bourses à 55.000 étudiants. Moscou en jugea autrement, il n'accorda de crédits que pour 35.000 bourses.

Voici encore un fait non moins intéressant. La question de supprimer le Commissariat ukrainien de l'Instruction publique fut soulevée, mais n'allez pas supposer que la question a été posée par Moscou... Non, elle a été posée par le camarade Skripnyk, commissaire ukrainien de l'Instruction publique; c'est lui en personne qui fit cette proposition. Voilà bien une serviabilité qui ne manque peut-être pas que d'étonner les maîtres de Moscou. La question n'a pas été résolue, mais en attendant, toutes les écoles techniques supérieures de l'Ukraine ont été soustraites à la direction du Commissariat ukrainien pour être rattachées aux institutions de Moscou.

L'Académie agricole de l'Union décide d'organiser des instituts à Moscou, Leningrad, Saratov et Kharkiv, et on répartit les bourses entre les régions et les pays; on accorde à la région de la ville de Leningrad 130 places, à la région de Moscou 132 et à toute l'Ukraine 68 seulement. Le commissaire ukrainien de l'Instruction publique se garde bien, évidemment, de protester.

Voilà donc comment fonctionne ce ministère, soi-disant indépendant, ainsi que le stipule la constitution de l'Ukraine soviétique.

(à suivre)

G. L.

L'Union des Associations pour la S. D. N. et la Géorgie

Le Conseil de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations a délibéré, à sa récente session, tenue à Pérouse (Italie), sur des problèmes importants.

L'ordre du jour, soigneusement préparé par le très actif et sympathique secrétaire général de l'Union, M. le Professeur Th. Ruysen, comportait les questions suivantes : procès-verbal de la dernière session (mai 1931); comptes de l'exercice 1930; budget des recettes et des dépenses pour l'exercice de 1931; renouvellement du Bureau, membres honoraires du Conseil; réorganisation de la Commission pour la collaboration européenne; propagande pour le désarmement; propositions diverses soumises au Conseil; préparations à la XVI^e Assemblée; relations avec la presse internationale.

En outre, le Conseil a adopté et recommandé vivement à la XVI^e Assemblée la résolution proposée par l'Association suisse concernant la Géorgie.

Il convient de rappeler ici que, sur la demande de M. Chavichvily, représentant de la Géorgie à Genève, l'Association suisse, qui embrasse toutes les élites de ce pays avec ses 70.000 membres, avait mis la question géorgienne dans l'ordre du jour de son dernier Congrès, tenu à Soleure. Ce Congrès a, en effet, décidé, sur la proposition de son éminent président, M. Albert Malche, de charger la délégation de l'Association suisse à l'Assemblée de l'Union Internationale des Associations pour la S.D.N., qui devait se réunir quelques jours plus tard à Budapest, de soutenir la cause géorgienne. Mais, comme cette question ne pouvait pas être soulevée à Budapest, le règlement de l'Union exigeant le dépôt de la proposition trois semaines

d'avance, la délégation suisse, d'accord avec le représentant de la Géorgie, a rédigé une résolution à proposer aux réunions du Conseil et de l'Assemblée de l'Union. C'est ce qu'elle a fait à Pérouse.

Voici cette résolution :

« L'Assemblée plénière de l'Union Internationale des Associations pour la S.D.N. a pris, le 5 juin 1921, une résolution en faveur de la Géorgie occupée par les troupes soviétiques en violation du traité conclu entre celle-ci et le gouvernement de Moscou. Cette résolution demandait à la S.D.N. de se saisir de la question géorgienne en vue de rétablir la liberté de ce pays.

« La XVI^e Assemblée plénière constate avec satisfaction que la S.D.N. s'est en effet préoccupée à deux reprises de cette question (1922 et 1924) et a adopté les résolutions engageant le Conseil à suivre les événements afin de saisir le moment favorable pour rendre à la Géorgie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Assemblée exprime la conviction que cet engagement de la S.D.N. sera mené par le Conseil à bonne fin. »

M. Chavichvily, retenu à Genève, a exprimé la reconnaissance des Géorgiens au Conseil de l'Union Internationale des Associations pour la S.D.N. et en particulier à l'Association suisse en envoyant le télégramme suivant :

« Empêché de venir participer aux délibérations, j'adresse au Conseil de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations les salutations chaleureuses et le souhait ardent pour le travail fructueux.

« Je tiens à exprimer au Conseil les remerciements émus pour la généreuse résolution qu'il vient d'adopter en faveur du peuple géorgien odieusement opprimé par la tyrannie étrangère.

« Je remercie particulièrement l'Association suisse pour sa noble initiative.

« Cette résolution est d'autant plus réconfortante qu'en Géorgie se déroulent actuellement des événements sanglants. Les corps punitifs se livrent à des atrocités sans nom; à Bortchalo et Karaïaz, des centaines d'innocentes personnes, dont des enfants et des vieillards, sont fusillées et une grande partie de la paisible population est déportée.

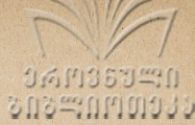
« Au nom de l'Association Géorgienne pour la S.D.N.: Chavichvily. »

B. G.

Les pétroliers azerbaidjaniens et les 5 0/0 de déduction

En vertu de l'accord conclu pour trois ans entre les Soviets et la Royal-Dutch, cette dernière achetait le naphte aux syndicats de naphte. Cet accord prend fin au début de l'an prochain. Ladite compagnie, comme l'on sait, s'était engagée à payer une somme de 5 % sur le naphte acheté aux Soviets aux anciens propriétaires. Le total de cette somme à déduire, ainsi qu'on a pu l'apprendre par des sources rigoureusement exactes, doit atteindre à la fin de 1931 le chiffre de 300.000 livres sterling. Jusqu'à présent, cependant, et pour des causes restées inexplicables, les anciens propriétaires n'ont rien obtenu.

Cette affaire, évidemment, est compliquée; l'on faisait entrevoir les difficultés qu'entraînait la question de savoir qui devait prendre part à la répartition de



cette somme. Les discussions ont traîné deux années durant, les intérêts des différents groupements étant divergeants. Les gros industriels en pétrole, les Nobel, les Goukassov, etc., s'efforçaient d'éliminer les propriétaires des terrains pétrolifères, du fait, disaient-ils, que la plupart du fonds terrien appartenait aux Musulmans et à l'Etat azerbaïdjanien. Les pétroliers azerbaïdjanien, avec M. Salimov, luttèrent contre ce point de vue; l'accord n'ayant pu se faire, la répartition de l'argent ne put avoir lieu. Avec l'assentiment de tous les intéressés, la solution du problème a été confiée à Sir Henry Deterding qui, à son tour, choisit comme arbitre le géologue Van der Bluch, très connu à La Haye, auquel furent transmis tous les documents concernant le pourcentage à répartir.

Les pétroliers attendirent, non sans quelque émotion, la répartition des 5 % promis. Le président du Comité du naphte se rendit même à Londres au cours du mois d'octobre pour savoir l'époque où seraient effectués les premiers paiements. Hélas ! le président revint, apportant la peu consolante nouvelle que l'ingénieur-arbitre, M. Van der Bluch, avait donné sa démission en raison de sa nomination, par le gouvernement hollandais, à un poste très élevé. C'est ainsi que l'arbitre chargé de la répartition de l'argent, est parti.

Qu'advient-il à présent?... De toute évidence, Sir Henry Deterding nommera un nouvel arbitre..., c'est du reste une simple supposition... Il est même probable que jusqu'à ce jour Sir Henry Deterding n'a pris aucune décision à ce sujet. Une chose est claire : c'est que l'affaire est renvoyée à une date lointaine. Les anciens propriétaires persistent à croire que les sommes leur revenant leur seront versées avant la fin de l'année ou fin janvier. Nous devons toutefois souligner qu'en raison de la dévaluation de la livre sterling, les pétroliers azerbaïdjanien recevront 25 % de moins qu'ils auraient pu toucher avant la baisse de la livre.

A. KAPLAN.

EN GÉORGIE

Le vocabulaire marxiste, si adroitement exploité par l'impérialisme russe, s'effeuille et s'effrite lamentablement. Il ne fascine plus l'imagination et, de ce fait, le véritable visage des conquérants moscovites apparaît plus hideux que jamais aux yeux des peuples subjugués. Partout, dans toute l'Union soviétique, se déroule une lutte implacable contre la domination russe. La lutte est inéluctable, l'opposition irréductible. L'oppression et la liberté ne sauraient co-exister. L'une exclut l'autre. Mais le grand Staline ne désespère point et tranche le problème à sa manière. Il recommande de combattre les deux fléaux à la fois : « le chauvinisme grand-russien » et « le nationalisme local ».

En remplaçant *impérialisme* par *chauvinisme* et *liberté* par *nationalisme*, il ne fait que changer les mots, opération qui ne change rien du tout dans la vie réelle. Tout ce qui se passe en Géorgie en est une preuve éclatante.

Chauvinisme Grand-Russien

Que la Géorgie soit occupée par la Russie, qu'elle soit spoliée et exploitée sans vergogne, c'est un fait universellement connu. Il n'y a pas d'acte plus net d'impérialisme. Cependant, le mot d'ordre lancé par Staline

exige de combattre toute manifestation d'esprit impérialiste. Situation inextricable : comment faire ? Va-t-on évacuer la Géorgie ? Que non ! Tranquillisez-vous. Il ne s'agit, en effet, que de faire du tapage et de créer ainsi une apparence de lutte. Cela suffit pour duper les masses et pour consolider la domination russe sur les pays envahis et reconquis par la force. Par surcroît, les mercenaires de cette lutte peuvent facilement se créer une situation enviable dans la hiérarchie soviétique. C'est aussi une aubaine qui n'est pas négligeable.

Et voilà qu'un certain Bouatchidzé, Géorgien d'origine, fidèle à son devoir et à l'obéissance qu'il doit à son maître moscovite, s'engage résolument dans cette voie. Il est prudent. Il ne dit rien sur l'occupation militaire de la Géorgie, mais dénonce avec fracas le « chauvinisme grand-russien ». Voici ce qu'il écrit dans la *Zaria Vostoka* de Tiflis (28 juin) :

« Le chauvinisme grand-russien apparaît sous des masques divers, mais sa substance idéologique est toujours la même. On rencontre parfois des chauvins impérialistes de « gauche », du type de Vahanian, agissant sous le masque de l'internationalisme. Le nihilisme national de ce démagogue se limite tout simplement à un chauvinisme impérialiste des plus manifestes.

« Le chauvinisme impérialiste grand-russien possède ses « sociologues », ses « savants », ses « professeurs », cultivant la théorie des races. Au pays des Tchétchènes, un certain Znamenski, par exemple, dans un de ses ouvrages idéologiques, tente de prouver que les enfants tchetchènes, dès leur naissance, sont inaptes à une culture quelconque.

Au Turkestan, un autre professeur affirme que la jeunesse turkmène ne peut pas avoir une bonne oreille, qu'elle est incapable de saisir l'art. Le « plus grand savant » de Bakou, Evlakhov, vocifère que les Turks ne peuvent pas produire leurs propres professeurs. »

Il serait curieux de savoir quelle est la « substance idéologique » de la domination russe sur les peuples non-russes ? Mais là-dessus, M. Bouatchidzé garde prudemment le silence.

Vers l'Europe

Spécifiant que « l'hydre du chauvinisme impérialiste doit être combattue par la vigilance extrême du parti », M. Bouatchidzé passe aux manifestations du « nationalisme local », car, dit-il, ces deux sentiments ne sont que différents genres d'armes dans la main d'un seul et même ennemi de classe.

Si, écrit-il, le chauvinisme sauvage des fascistes géorgiens leur fait répéter que « le peuple russe n'arrivera jamais à être suffisamment civilisé », que « les Russes ne vont pas au delà de leur estomac » ; si l'émigration tatare dans un délire panturkiste, revendique « toute la Volga, tout l'Oural et toute la Sibérie », les chauvins locaux à l'intérieur du pays, prêchent d'une façon modeste « l'unité nationale », le traditionalisme, lancent le mot d'ordre : « Loin de Moscou ! Vers l'Europe ! »

L'aveu est à retenir.



Le château de la Reine Thamar

La « vigilance du parti communiste » doit être poussée à l'extrême. La vie entière, sous toutes les latitudes, doit être calquée sur le modèle moscovite. Le style architectural même ne saurait en être exclu, car le style constitue toujours « une manifestation du sentiment national ».

« Il y a deux ou trois ans de cela, écrit la *Zaria Vostoka*, les sages de la municipalité de Tiflis ont construit sous le nom de maisons ouvrières, de véritables châteaux de la reine Thamar... Sous le nom de renaissance de la musique nationale on faisait exhiber sur les tréteaux, les rois et les reines de Géorgie... Le geste de l'écrivain réactionnaire géorgien, Géronte Kikodzé, qui avec son romantisme féodal, faisait l'apologie du couvent de Djari « en tant qu'expression de la puissance d'Etat de la nation géorgienne »..., trouve aujourd'hui même des défenseurs et une soutien parmi une partie des écrivains géorgiens. »

A quoi bon, en effet, le style « château de Thamar » ? Ne vaudrait-il pas mieux voir la capitale de la Géorgie sous le rayonnement du style « izba-russe » ?

Une langue de chien

Mais, ce sont là, dira-t-on, des controverses sur le style architectural qui n'ont point d'importance. C'est le sort des travailleurs qui retient l'attention. Cela est vrai et nous ne saurions mieux faire à ce sujet que de céder la parole au journal *Zaria Vostoka* même :

« Ce sont les Russes, déclare le porte-parole des Soviets (20 juin), qui, tout en déclenchant un mouvement agressif, commencèrent par accuser les Géorgiens de chauvinisme et d'intolérance.

« Les spécialistes russes créaient des difficultés pour la préparation des conducteurs de tracteurs parmi les éléments autochtones. L'agronome Krioukov arguait cyniquement, soutenu énergiquement par le gérant du dépôt des tracteurs, Vassiliev, que les Géorgiens ne sont pas capables de manier les tracteurs... « Le tracteur n'est pas un ichak (âne) »... Il disait, en parlant des jeunes spécialistes géorgiens qui venaient de terminer leurs études dans les écoles supérieures de Géorgie : « Ces agronomes-là sont peut-être bons pour garder des cochons, mais non pour cultiver le coton. »

D'autres faits témoignent de l'antagonisme qui existe entre Russes et Géorgiens, notamment dans les questions de rétribution des ouvriers.

« Dans ce domaine, fait remarquer le journal, la théorie coloniale « d'inaptitude » ou de « paresse » géorgienne jouissait d'une renommée toute spéciale. »

En ce qui concerne les équipes ouvrières russes et géorgiennes, composées d'un même nombre d'hommes, le journal constate qu'elles touchaient des salaires différents dans la proportion suivante : tandis que l'équipe russe touchait, pour 130 heures de travail, une somme de 1.334 roubles, l'équipe géorgienne n'en recevait que 1.020 pour 206 heures de travail.

Le comptable, un Russe, ne trouvait pas toujours l'argent nécessaire pour payer les ouvriers géorgiens; par contre, les ouvriers russes étaient payés régulièrement. Ce même comptable n'acceptait pas de requêtes écrites en géorgien; il se contentait de dire : « Je ne lis pas ce qui est écrit dans un langage de chien. »

Le vin de Kakhatie

Telle est la situation des travailleurs géorgiens. Ils sont non seulement exploités sans vergogne, mais, par surcroît, baffoués, maltraités et persécutés. N'empêche que le même journal (20 juillet) nous relate l'intervention stupéfiante d'un Français et d'un Belge qui viennent de visiter la capitale géorgienne. Ces derniers y passèrent deux jours et assistèrent à un banquet offert par l'Association des coopérateurs-invalides géorgiens.

M. van Remortel, Conseiller du commerce et sénateur belge, aurait dit :

« On connaît déjà le mensonge de la presse bourgeoise sur l'U.R.S.S. et sur la Géorgie particulièrement. J'ai personnellement insisté sur notre voyage en Géorgie pour me convaincre de cette construction grandiose. En Belgique, je tâcherai de confondre devant les foules tous les calomnieurs de la Géorgie. Je dirai que la République de Géorgie est libre et se développe comme les autres Républiques soviétiques, si ce n'est plus. Je salue l'Etat prolétarien, l'U.R.S.S. »

Le délégué français, M. Cotille, aurait prononcé les paroles suivantes :

« Avant notre départ, les mencheviks géorgiens séjournant en France nous ont affirmé qu'en Géorgie, les ouvriers travaillent sous la garde de soldats armés; qu'en Géorgie, toute la liberté n'est assurée que par la force des baïonnettes. Je dois déclarer que je n'ai rien vu de pareil. La Géorgie est libre comme elle ne pourrait l'être sous aucun autre pouvoir. Moi qui suis indépendant, je puis donc dire : « Vive le parti communiste, libérateur des travailleurs ! » Aussitôt arrivés en France, nous pourrions répondre aux mensonges des social-démocrates sur la Géorgie. »

Telles furent les paroles consolantes de deux représentants de la civilisation occidentale. Ne nous en étonnons pas : la capitale de la Géorgie est une ville charmante et... le vin de Kakhétie a ses mystères...

La Géorgie aux Géorgiens

N'en déplaise à M. van Remortel, sénateur belge, et à M. Cotille, délégué français, le témoignage d'un journal officiel, tel que la *Zaria*

Vostoka, nous paraît plus digne de foi en ce qui concerne l'état d'esprit des travailleurs géorgiens.

« Un groupe d'agronomes géorgiens, dit le journal (28 juin), posait la question suivante : « Pourquoi les Russes travaillent-ils chez nous ? »... Un jeune agronome géorgien invité à partir à un sovkhos éloigné, situé en Russie, répondit : « Il y a suffisamment de travail pour nous, Géorgiens, en Géorgie. Que l'on envoie des Russes en Russie »... Les spécialistes non-géorgiens, tels que l'ingénieur Iakoubov et l'hydrotechnicien Sapojkov, poursuivis ouvertement, ont dû quitter leur poste. Le poison d'intolérance nationale a gagné également les masses ouvrières. Quelques ouvriers demandaient : « Pourquoi cet afflux de Russes chez nous, grâce auquel notre situation devient plus pénible ?... » Les employés des coopératives refusaient fréquemment de répondre aux personnes qui les questionnaient en russe ; ils les insultaient et donnaient la préférence aux ouvriers géorgiens... Les chauvins locaux lancent la devise : « La Géorgie aux Géorgiens !... »

C'est, en effet, la seule réponse qu'on puisse donner à la politique dominatrice et spoliatrice de Moscou. La billesvée de Staline de combattre à la fois l'esprit impérialiste russe et l'esprit nationaliste géorgien ne saurait rien y changer.

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

L'exploitation du naphte

D'après les journaux soviétiques du 15 octobre, il a été extrait 16,5 millions de tonnes de naphte en U.R.S.S. pendant les neuf premiers mois de l'année en cours. C'est donc un excédent de 3,3 millions de tonnes, autrement dit de 25 % sur l'extraction réalisée pendant cette même période en 1930. Cela n'empêche pas que ces chiffres sont inférieurs de 14,4 % par rapport à la norme fixée par le programme. Bien moins satisfaisant encore est le travail de forage. La production du naphte en septembre n'a pas été supérieure à celle du mois d'août et quant aux travaux de forage, ils ont été absolument insuffisants.

Suspension de journaux en Turquie

Par ordre du ministre de l'Intérieur de Turquie, les journaux suivants ont été suspendus : *Nowy Tourkestan*, *Bilderich*, *Adlu-Yourt*; rien ne justifie cette mesure. Il est très vraisemblable que ces journaux nationaux ont été suspendus à la suite des démarches faites par M. Souritz. Il est bon de rappeler qu'en ce moment, le commissaire aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S., M. Litvinov, se trouve à Ankara. Cette mesure a produit une forte impression parmi les Azerbaïdjanais et même parmi les musulmans d'autres pays.

Arrestations

De Bakou, on annonce que le Guépéou a opéré l'arrestation de seize communistes azerbaïdjaniens en vue, parmi lesquels M. Serkissian, rédacteur de l'organe officiel du parti communiste; tous sont accusés d'avoir comploté contre le gouvernement soviétique, d'avoir travaillé à la préparation d'une séparation de l'Azerbaïdjan d'avec la Russie soviétique. Tous ces communistes ont été transférés sous bonne escorte à Moscou, où ils seront déférés au Tribunal suprême. Le bruit court parmi les communistes qu'ils sont passibles de la peine de mort.

La terreur à Bakou et au Karabagh

De Stamboul, on annonce que des inconnus ont attaqué le directeur général de la collectivisation des terres en Transcaucasie, M. Sapharov alors qu'il se rendait dans le rayon de Bakou. M. Sapharov et sa suite ont été massacrés. Jusqu'à présent, les auteurs de cette attaque n'ont pu être découverts. Le Guépéou a néanmoins mis en état d'arrestation quelques communistes suspectés d'avoir été en rapport avec les auteurs du massacre. Une importante prime a été fixée pour celui qui découvrirait les criminels. Sapharov était connu par sa cruauté envers les paysans, aussi était-il détesté de toute la population.

On signale, d'autre part, que dans la localité d'Edla au Karabagh, le président du soviet local, Hachoum, communiste acharné, a été trouvé assassiné. Une inscription fixée à un poignard, trouvée à côté du cadavre, disait : « Passez notre salut à Lénine et attendez l'arrivée d'autres nouveaux camarades ». La recherche des coupables est restée sans résultat. De nombreuses arrestations de paysans ont été opérées.

Incendie aux puits de pétrole

Des incendies qui se sont déclarés dernièrement aux puits de pétrole de Bibi-Eibat continuent jusqu'à présent. Moscou a nommé une Commission de cent vingt membres, choisis parmi les spécialistes les plus compétents afin de rechercher les causes de ces incendies. Ces spécialistes, considérés comme les plus qualifiés, ont été recrutés à Kharkov, Bakou et Tiflis. La commission a tout d'abord établi que, le soir venu, les puits de pétrole restent sans surveillance. L'enquête a commencé.

Fusillade

Au lieu dit Blessavar, à la frontière persane, un engagement a eu lieu entre des insurgés et l'armée rouge d'une part, et insurgés et gardes-frontière persans d'autre part. Les insurgés ont perdu sept hommes tués et onze blessés grièvement, et comme ils n'ont pu être emportés du **champ** de bataille, ces blessés sont tombés dans les mains de l'armée rouge. Les autres ont pu gagner la frontière persane et se cacher dans les montagnes.

Dans le bassin de la Koura les détachements de Mehmed Kassoum se livrent de temps à autre à des attaques contre les postes de l'armée rouge. Ce chef insurgé est considéré comme un héros national. Il est soutenu et ravitaillé non seulement par la population musulmane d'Azerbaïdjan, mais aussi par les Arméniens et les Molokanes. Tout récemment les Arméniens lui ont envoyé cinq mille cartouches et les Molokanes lui ont envoyé quelques dizaines de têtes de bétail.

Assassinat de Tchékistes

Le journal *Segodnia*, N° 230, informe que non loin de Bakou, près de Sabountcha, un groupe d'ouvriers russes qui se rendaient au travail aperçurent



en chemin un camion en panne; ils s'en approchèrent pour proposer leurs services. Ils entendirent bientôt des cris, des appels, sortant du camion : « Camarades, on nous amène pour nous fusiller, sauvez-nous ! » C'était des paysans du village voisin, accompagnés de trois tchékistes et d'un chauffeur. Les ouvriers libérèrent les paysans qui s'enfuirent dans les montagnes et après avoir massacré les tchékistes et le chauffeur, les ouvriers gagnèrent à leur tour la montagne.

CAUCASE DU NORD

Les journaux du Caucase du Nord signalent toute une série de troubles dans les villages de la Tchetchnie. Ces troubles sont le résultat des opérations du stockage des blés. Dans nombre de villages, les organes judiciaires qui avaient essayé d'organiser des procès démonstratifs ont été chassés par les habitants. Ce qui est digne de remarque, c'est que les soviets ruraux de quelques villages se sont résolument rangés du côté des saboteurs. Les présidents des soviets ruraux des villages d'Ichkhoï, de Noi-Berdi, Mayourtoup, Bragouni, Kourtchala et d'Allera ont été révoqués et déferés devant les tribunaux comme ayant manifesté des sympathies aux éléments koulaks et antisoviétiques.

*
* *

La *Groznenskaïa Gazeta* annonce que dans le village Meredja, en Tchetchnie, un attentat a été commis par un inconnu contre un agent préposé à l'organisation des kolkhoz nommé Vitskovski. Aux cris de « à bas les agents soviétiques organisateurs des sovkhoz et des kolhoz, à bas les occupants russes », l'inconnu a blessé l'agent soviétique d'un coup de fusil.

*
* *

Les journaux du Caucase du Nord signalent l'entrée de la République autonome soviétique soviétique du Daghestan dans le cadre du Territoire nord-caucasien, tout en conservant les droits qu'elle détient en tant que république autonome.

* *
*

A la séance du 9 septembre, le Conseil municipal de Vladicaucase, d'accord avec le présidium des Comités exécutifs de l'Ossétie du Nord et de l'Ingouchétie, ont décidé de changer le nom de la ville de Vladicaucase en celui de la ville internationale du nom d'Ordjonikidze.

*
* *

Inquiété par la marche lente des travaux agricoles d'automne, le Comité régional du Caucase du Nord a consacré un certain nombre de ses séances à cette question.

Le rythme des labours et des ensemencements d'automne est des moins satisfaisants. On attribue ces retards à l'esprit de démobilisation qui règne dans les organisations du parti, à la disparition de toute activité de la part de certains travailleurs, à l'influence des éléments antisoviétiques et koulaks, à la désorganisation du parti et à l'activité terroriste et destructrice des organisations des insurgés. En raison du fléchissement constaté devant cette situation compliquée, un certain nombre de travailleurs connus du trust régional des grains et de directeurs des stations de tracteurs et machines ont été destitués.

*
* *

Les journaux du Caucase du Nord signalent de nouvelles manifestations dirigées contre les disciplines du parti dans l'organisation même du parti

communiste tchetchène. Des membres influents du parti et du Bureau du Comité régional de Tchetchnie, MM. Manaev Groza, Ediev, ont fait des déclarations contre la politique des Soviets et du parti communiste, surtout contre la collectivisation. Ils ont signalé que les travailleurs de Tchetchnie sont nettement opposés à la politique de collectivisation du parti communiste et ils demandent que l'on revienne à la politique antérieure aux kolkhoz, c'est-à-dire à celle d'avant l'année 1925.

*
* *

La *Groznenskaïa* informe que la Conférence des travailleurs techniciens du parti s'est ouverte à Grozno, en Tchetchnie, le 15 septembre. Il a été décidé de déléguer un représentant sur trois techniciens communistes à la Conférence. Ladite Conférence n'a donné aucun résultat tangible; par contre, une fois encore, une résolution affirmant la « fidélité à la ligne générale du parti et de son chef » a été votée.

*
* *

Les journaux soviétiques ont accordé une large place, au début de l'année scolaire, à la question de la polytechnisation des écoles. Le fait est que ce mot d'ordre guerrier sur le front de l'enseignement a apporté, paraît-il, plus de mal que de bien. L'on a constaté que la jeunesse scolaire a manifesté un grand enthousiasme pour les travaux pratiques et de laboratoire, mais que, par contre, l'étude de la science pure a été reléguée au second plan. Un revirement s'est actuellement produit; un nouveau mot d'ordre a été lancé, d'après lequel la polytechnisation de l'école ne peut se faire isolément, en dehors d'une solide systématisation de l'enseignement des sciences.

UKRAINE

Le 15^e Congrès d'Anthropologie et d'Archéologie

Ce Congrès international vient d'avoir lieu à Paris, du 20 au 27 septembre. Parmi ceux qui y prirent part, nous nommerons les professeurs ukrainiens Scerbakivsky et Choulguine. Le premier fit un rapport sur les rites funéraires dans la culture de la céramique peinte de l'époque néolithique en Ukraine. Le second parla de l'unité ethnographique du peuple ukrainien.

Un mouvement antisoviétique parmi les communistes ukrainiens

On nous mande de Kharkiv qu'au cours du mois d'août, 829 communistes ukrainiens ont été arrêtés par le Guépéou pour s'être montrés adversaires de la politique anti-ukrainienne du gouvernement soviétique en Ukraine. 318 d'entre eux ont été déportés.

Le même mouvement serait à signaler parmi les communistes de l'armée rouge au Caucase et dans la flotte de la mer Noire. C'est pourquoi le Comité central du parti communiste en U.R.S.S. a décrété une révision complète des services des commissaires politiques de l'armée rouge en Ukraine et au Caucase : tous les fonctionnaires dont le dévouement à Staline n'est pas complet seront relevés de leurs fonctions.

L'armée rouge se déclare pour les paysans

On fait savoir de Kharkiv qu'un régiment de l'armée rouge, se trouvant dans le village de Pavlovsk (district d'Odessa) où il effectuait des manœuvres, prit la défense des paysans dudit village auxquels on venait de réquisitionner le blé. Une mêlée générale s'ensuivit au cours de laquelle plusieurs communistes furent grièvement blessés et deux tués. La compagnie qui avait refusé de dénoncer les coupables, a été désarmée.

GEORGIE

On mande de Tiflis au Bureau de Presse Géorgien que la lutte entre insurgés géorgiens et troupes soviétiques continue. Pour étouffer les révoltes qui se sont étendues sur plusieurs provinces, l'Etat-Major de l'Armée Rouge du Caucase a concentré toutes les unités en Géorgie. Les paysans d'Azerbaïdjan et d'Arménie ont saisi ces circonstances favorables pour se révolter à leur tour et pour chasser les autorités soviétiques. La plupart des unités communistes sont passées avec armes et bagages aux insurgés. Une grande partie du territoire azerbaïdjanien est entre les mains des partisans. Quelques officiers supérieurs et de nombreux communistes dirigeants d'Azerbaïdjan et d'Arménie sont amenés à Tiflis par les autorités antisoviétiques et incarcérés à la forteresse de Métékhi. Les pourparlers, maintes fois tentés par les autorités avec les insurgés n'ayant pas abouti, les combats continuent.

Une mise au point

Certains journaux, dont la bonne foi est hors de cause, ont publié il y a quelques temps un curieux communiqué parlant d'un « Congrès de Patriotes géorgiens », à Paris, où « 60 paysans représentant plus de 300 communes » seraient venus de Géorgie « pour assister à ce Congrès » ! Après avoir dénigré l'activité des hommes politiques géorgiens et vanté sa propre personne, certain « général » Keresselidzé termine ce communiqué par la signature : « Théthri Guiorgui ».

D'autre part, dans quelques journaux sympathisant à notre cause, nos récentes informations, notamment du 18 septembre et du 2 octobre sur les événements tragiques de Géorgie, ont subi des déformations étranges.

En effet, résumant les informations concernant les massacres et les déportations auxquels les bolcheviks se livraient en Géorgie, l'entrefilet du 24 septembre se terminait : « La jeunesse des villes et les paysans de la Géorgie orientale surtout, adhèrent en masse à *Théthri Guiorgui* ». Et l'entrefilet du 5 octobre tourne nos informations du 2 du même mois de la façon suivante : « A Bortchalo... la ville de Bachkitcheth a été pendant deux jours aux mains des insurgés; le drapeau de l'organisation patriotique *Théthri Guiorgui* flottait sur les édifices publics ».

A ce sujet, nous sommes autorisés à faire les déclarations suivantes :

1° Il n'existe pas, en Géorgie, une organisation « Théthri Guiorgui », ces deux mots « Théthri Guiorgui » (Georges Blanc) ne signifiant que l'armoire de l'Etat Géorgien. De ce fait, il est ridicule de parler du drapeau de cette organisation de même que des prétendus représentants de celle-ci à un « congrès » à l'étranger.

2° En Géorgie, comme organisation, il n'existe que quatre partis politiques (Social-Démocrate, Socialiste-Fédéraliste, Socialiste-Révolutionnaire et National-Démocrate), qui sont tous unis dans la lutte pour la libération du pays du joug étranger.

3° Par contre, à l'étranger, il a plu à quelques individus géorgiens de fonder, en 1926, un journal fasciste sous le titre *Théthri Guiorgui*. Ce journal, totalement inconnu en Géorgie, n'inspire aucune confiance aux émigrés.

4° Lesdits partis agissent en Géorgie et tous les hommes politiques géorgiens se trouvant à l'étranger — avec le Gouvernement national en tête — qui ont la responsabilité du sort de notre peuple, sont absolument opposés à toute aventure.

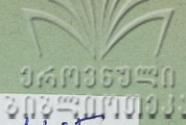
Pour éviter tout malentendu et en vue de mettre en garde l'opinion publique contre l'exploitation, par des éléments irresponsables, des sympathies acquises à la cause géorgienne, nous avons jugé nécessaire de publier cette mise au point.

Genève, le 20 octobre 1931.

Le Bureau de Presse géorgien.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise



E 5114E
1931